



Genève doit agir davantage pour réduire ses émissions de CO₂

CLIMAT • Au terme de la première année de la législature 2010-2014, l'ONG Noé21 fait le point sur les émissions de CO₂ à Genève. L'Aéroport est particulièrement visé.



La situation dans le secteur du trafic aérien est particulièrement critique, déplore l'ONG Noé21. JPDS

CÉLINE GARCIN

Les émissions de CO₂ dans le canton de Genève ont baissé de 4% par rapport à 1990. Une diminution notable mais insuffisante, selon l'ONG Nouvelle organisation économique pour le 21^e siècle (Noé21) qui vient de publier un rapport à ce sujet. «Les recommandations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) prônent une diminution de 40% des émissions d'ici à 2020», rappelle le président de Noé21, Philippe de Rougemont. Une année et demie après la présentation de son Plan climat cantonal calqué sur les objectifs du Giec, l'heure est au bilan pour l'ONG genevoise. Quelle est la situation des émissions CO₂ de ces dernières années? Quelles décisions ont été prises par les autorités genevoises en vue d'une réduction de la consommation énergétique durant cette première année de législature?

Noé21 a étudié quatre secteurs principaux: les bâtiments, les transports, l'é-

lectricité et le trafic aérien. Alors qu'on observe une légère diminution des émissions de CO₂ dans les deux premiers domaines, la situation est nettement plus critique dans le secteur du trafic aérien.

Des mesures insuffisantes

Dans son rapport, l'ONG rappelle un certain nombre de mesures prises par les autorités genevoises en matière d'économie d'énergie. Elle mentionne notamment le remplacement progressif des chaudières à mazout, les subventions à la rénovation des bâtiments, ou encore la mise en place par les Services industriels du programme Eco21 visant une réduction de la consommation électrique. Mais, pour Noé21, ces efforts ne sont pas suffisants. «Le programme de la législature du Conseil d'Etat 2010-2014 prévoit un rythme de rénovations de 2%, [...] soit quatre fois moins que ce qu'il faudrait faire si on veut atteindre

les objectifs du Giec», note l'ONG dans son rapport. La remarque est valable pour la majorité des mesures prises dans le domaine du bâtiment: le canton va dans le bon sens mais pas assez loin.

Dans son bilan, Noé21 n'hésite pas à relever certaines contradictions au sein des autorités genevoises, notamment dans le domaine des transports. «Alors que le Conseil d'Etat soutenait l'initiative 144 «pour une mobilité douce», le texte a été rejeté par le Grand Conseil», souligne Jérôme Stroebel.

Trafic aérien, le pire secteur

Selon l'ONG, le trafic aérien constitue le secteur le plus problématique. «En dix ans, les émissions de CO₂ ont augmenté de 63%», met en évidence le conseiller scientifique. Il explique que cette hausse considérable résulte en partie du développement des vols low cost au départ de Genève. Néo21 déplore le fait que rien ne soit stipulé à propos du trafic aérien dans

les orientations stratégiques du Conseil d'Etat en matière d'environnement. «On ne doit pas répondre à la demande en augmentant le nombre de vols mais en réfléchissant à d'autres solutions qui permettent aux gens d'entrer en contact», explique Jérôme Stroebel. L'ONG évoque ainsi quelques possibilités: train, vidéoconférences, réalités virtuelles, etc.

Selon un rapport commandé par la Confédération, les dépenses énergétiques superflues s'élèvent à 10 milliards de francs par an. «Les solutions existent, les capitaux sont là, il manque uniquement une volonté politique ferme», déclare Philippe de Rougemont. Jérôme Stroebel renchérit: «De toute façon, à l'avenir on sera 100% renouvelable. On a le choix de faire la transition aujourd'hui de façon volontaire ou de la subir de plein fouet lorsque le prix de l'énergie fossile aura décuplé!»